Mario Tronti, itinéraire d’un intellectuel organique

par Julien Allavena

L’opéraïsme est un courant marxiste qui fut très influent au sein des mouvements sociaux de l’Italie des années 1970 ; il a ensuite connu une fortune philosophique jusqu’en France grâce à Toni Negri. Le parcours de Mario Tronti, disparu cet été, illustre une autre facette de la période.

« Nous autres, intellectuels organiques – cette belle dénomination aujourd’hui diabolisée – nous avons nos fautes. Nous avons oscillé entre les excès de la rupture et les excès de l’intégration : soit mouches du coche, soit conseillers du prince. »

M. Tronti, *Politica e cultura, oggi. Culture e pratiche politiche nei mutamenti della sfera pubblica*, 2004.

Une scène de *Vers un avenir radieux*, film de Nanni Moretti sorti en salle au printemps 2023, confronte l’alter ego du réalisateur à l’un de ses jeunes collaborateurs[[1]](#footnote-1). Ce dernier, en pleine préparation d’un film sur les échos de l’insurrection hongroise de 1956, tombe des nues en apprenant qu’il a existé des communistes italiens. Si le paysage politique de l’Italie contemporaine rend cette sidération aussi amusante que vraisemblable, à l'époque évoquée par le film, la situation était pourtant tout autre : il paraissait au contraire inconcevable qu’au sein du plus puissant parti communiste occidental pût se manifester quelque chose comme des dissidents.

Mario Tronti a fait ses premiers coups d’éclat en étant de ceux-là. Décédé le 7 août 2023 à l’âge de 92 ans, celui qui est surtout connu pour avoir été dans les années 1960 l’une des figures tutélaires de l’« opéraïsme », un courant marxiste hétérodoxe, laisse une œuvre difficile à appréhender – plus encore pour le lectorat français – au terme d’un parcours sinueux. Communiste dissident à 25 ans, marxiste « hérétique » à 30, militant assagi à 40, homme d’État à 60 et enfin penseur, entre autres choses, de sa propre défaite (selon ses mots) jusqu’à sa disparition : cette trajectoire qui a jusqu’ici peu été abordée dans son ensemble constitue peut-être l’une des clés de compréhension de ces textes et avec eux d’une partie de l’histoire récente de la gauche italienne. Appuyé sur une recherche socio-historique au sein de fonds d’archives dont celles de l’intéressé[[2]](#footnote-2), ce texte espère, en guise d’hommage, exposer la cohérence en apparence paradoxale de ce parcours, afin d’éclairer une œuvre désormais largement accessible en France grâce aux initiatives de quelques éditeurs.

Le « classique » trontien, *Ouvriers et capital*, paru en Italie en 1966, a bénéficié d’une première publication française en 1977 chez Bourgois, avant d’être à nouveau rendu disponible par Entremonde en 2016. Les Éditions de l’Éclat et Michel Valensi ont consacré plusieurs traductions au Tronti plus tardif : *La politique au crépuscule*, 2000 ; *Nous opéraïstes : le roman de formation des années soixante en Italie*, 2013 ; *La sagesse de la lutte*, 2022. Enfin, les éditions La Tempête ont publié un autre ouvrage contemporain, *De l’esprit libre. Fragments de vie et de pensée*, 2019, tandis que les éditions Amsterdam ont publié les interventions prononcées à la Sorbonne à l’occasion d’une table-ronde consacrée à Tronti : *Le démon de la politique*, 2021. Pour un tableau d’ensemble de la philosophie de Tronti, on peut d’ailleurs se reporter à l’introduction de ce dernier ouvrage signée par Jamila Mascat, ou encore à la synthèse proposée par Davide Gallo Lassere : Davide Gallo Lassere, [*La trajectoire théorique et politique de Mario Tronti*](http://revueperiode.net/la-trajectoire-theorique-et-politique-de-mario-tronti/), 2018.

1 – Le dissident

Le point fondamental pour comprendre l’histoire de Tronti est assurément celui par lequel elle commence. Mario Tronti est ce que l’on peut appeler, selon l’expression de la sociologue Catherine Leclercq, un « communiste natif[[3]](#footnote-3) ». Quand il naît en 1931, c’est autant à Rome que, pour ainsi dire, dans le PCI. En l’occurrence, c’est par son père que l’affiliation au parti lui est transmise, tandis que sa mère l’élève dans une foi catholique que Tronti manifestera plus publiquement dans ses dernières années. Si dans son enfance, le parti est contraint à la clandestinité, il constitue dès la fin du régime fasciste, c’est-à-dire à l’adolescence de Tronti, plus qu’une simple formation politique : avec plus de 2 millions d’inscrits revendiqués en 1947, le PCI s’articule à des « milieux partisans[[4]](#footnote-4) » massifs. Alors, grandir dans le parti est comme grandir dans un village, avec ses sociabilités, ses rituels, ses figures locales et ses espaces de transmission, qui plus est dans le quartier populaire romain d’Ostiense, où une grande partie des habitants (dont le père de Tronti et lui-même quand il faudra financer ses études) dépendent d’emplois modestes aux *Mercati generali*[[5]](#footnote-5).

À une époque où le recrutement de l'université italienne et *a fortiori* de la *Sapienza*[[6]](#footnote-6) est encore très aristocratique, Tronti bénéficie visiblement de l'effet d'ascension sociale qui a souvent accompagné au XXe siècle l’intégration à un milieu partisan communiste. Il s’inscrit en effet à l’université romaine après son passage au lycée classique, et en sort en 1956 après une *laurea*[[7]](#footnote-7) en philosophie sur le jeune Marx, sous la direction du très idéaliste (et un temps compromis avec le régime fasciste) professeur Ugo Spirito.

Mais c’est surtout du jeune assistant de Spirito que Tronti est redevable ces années-là : Lucio Colletti, ex-partisan, militant communiste, et l’élève de Galvano Della Volpe, le principal marxiste hétérodoxe italien des années d’après-guerre. À une époque où on lit encore un Marx mal édité à travers ses commentateurs accrédités (outre Lénine et consorts, Gramsci et Togliatti pour l’Italie), Tronti se range dès lors, à la suite de ses deux figures tutélaires, parmi les rares partisans d’un retour au texte marxien, qu’il contribue lui aussi à faire découvrir en dirigeant une traduction[[8]](#footnote-8). Alors que l’*intelligentsia* communiste participe également côté transalpin du « mode ecclésial de production doctrinale » mis au jour par Bernard Pudal dans le cas français[[9]](#footnote-9), soit un système de répétition déférente de quelques énoncés afin d’entretenir l’autorité des cadres partisans, cette manière presque luthérienne de « doubler l’Église à gauche[[10]](#footnote-10) » enfonce un premier coin dans le « régime de vérité » communiste[[11]](#footnote-11). Ainsi, à un moment où les débuts de l’importation de la sociologie de facture états-unienne en Italie constituent une question brûlante dans le monde intellectuel communiste, Tronti intervient par exemple, de pair avec Colletti, au colloque de l’*Istituto Gramsci*[[12]](#footnote-12) de 1959, « Marxisme et sociologie », pour y défendre un marxisme subversif qui sache être empirique à sa façon.

Ce penchant théorique n’est évidemment pas sans effet sur le parcours de Tronti au sein du parti. Dès cette deuxième moitié des années 1950, le jeune Tronti a déjà tout du futur cadre : une socialisation à la fois populaire et intellectuelle, de brillantes études dans la discipline-reine du monde communiste et dans la principale université du pays, des responsabilités au sein de la section universitaire de la FGCI[[13]](#footnote-13), à laquelle il a formellement adhéré en 1951. C’est cependant par le compagnonnage de Colletti et d’autres jeunes au profil similaire (dont Alberto Asor Rosa[[14]](#footnote-14)) au sein de cette dernière structure que les choses commencent à dérailler : quand l’URSS réprime l’insurrection hongroise à l’automne 1956 et que le PCI lui emboîte le pas en soutenant l’intervention militaire, la section romaine prend position pour les processus de démocratisation en Hongrie comme en Pologne[[15]](#footnote-15). Le processus aboutit à la publication du « Manifeste des 101 », qui s’articule autour du constat d’une contradiction devenue antagonisme entre « Mouvement Ouvrier » (au sens des organisations, partisanes et syndicales) et mouvement ouvrier (au sens des mobilisations de classe). Néanmoins, face à une fronde en grande partie menée par des intellectuels et des hommes de culture, et à des défections de faible poids, la direction du PCI surmonte l’épisode en faisant le dos rond. Quant à Tronti, s’il fait là une première expérience de l’« affrontement symbolique » typique des processus de dissidence, en opposant des principes considérés comme fondateurs à des normes dénoncées comme perverties[[16]](#footnote-16), il reste jusqu’à la fin des années 1950 un militant communiste, certes intranquille mais pas encore inquiété.

2 – L’hérétique

Pour comprendre la séquence suivante, il faut au préalable se tourner vers ce qui se trame au même moment au sein du Parti Socialiste Italien. L’un des animateurs de son aile gauche, Raniero Panzieri, dirige entre avril 1957 et décembre 1958 la revue théorique du parti, *Mondo operaio* (« Monde ouvrier »). Fonctionnaire du PSI depuis près d’une dizaine d’années, attaché à ses commissions culturelles, il est tout ce temps au contact de l’avant-garde de la littérature italienne, des marxistes antistaliniens (comme Franco Fortini), et de militants d’extrême gauche (du conseilliste Danilo Montaldi au trotskyste Livio Maitan). C’est fort de l’appui de ce réseau que Panzieri lance au printemps 1958 un débat sur le « contrôle ouvrier » qui prend forme à partir des réponses apportées à des thèses initialement publiées par Panzieri dans sa revue en vue de promouvoir une « voie de la démocratie ouvrière », dans un écho évident à l’épisode hongrois. Sans participer formellement à ce débat, Tronti est pris dans l’effet boule de neige qu’il déclenche : comme le reste du groupe des jeunes communistes romains, il se rapproche de Panzieri au moment où celui-ci, ayant perdu la confiance de la direction du PSI, cherche un moyen d’échapper à l’âpre conflit intra-partisan socialiste[[17]](#footnote-17). À partir de 1960, ce moyen se concrétise avec la constitution du collectif d’intervention militante qui forme dans le même temps la rédaction des *Quaderni rossi* (« Cahiers rouges »).

Les années qui suivent sont les plus communément célébrées : dans une Italie qui enregistre depuis 1960 les premiers soubresauts répondant au « miracle économique » – plusieurs années de croissance à deux chiffres – les membres de la revue formulent un marxisme à la hauteur de la situation, au moyen notamment d’enquêtes ouvrières. Leur idée phare : le moteur réel du développement économique ne réside pas dans les initiatives du capital, mais dans les luttes de la classe ouvrière, auxquelles le capital est sommé de réagir par des innovations. Leur mot d’ordre révolutionnaire, synthétisé sous la plume de Tronti : « pour lutter contre le capital, la classe ouvrière doit lutter contre elle-même en tant que capital[[18]](#footnote-18) ». Les « opéraïstes » y gagnent un statut d’hérétiques, c’est-à-dire de militants intellectualisés dont les positions et les pratiques sont progressivement considérées comme irrecevables par leurs partis et syndicats d’obédience. S’ensuit tout un tas de difficultés majeures : de publication, les principaux éditeurs associés aux milieux partisans leur tournant le dos ; de progression professionnelle dans les organisations du Mouvement Ouvrier, pour celles et ceux qui y avaient trouvé des gagne-pain commodes ; d’accès aux usines, chasse gardée des militants orthodoxes.

En ce qui concerne Tronti, la condamnation intervient de deux manières. Tout d’abord, paradoxalement. Après avoir mené fin 1963 une scission au sein de la rédaction des *Quaderni rossi*, les membres de la nouvelle revue *Classe operaia* (« Classe ouvrière »), informés des débats au sein de la direction du PCI, craignent que l’une des revues du parti leur consacre bientôt quelque article anathématisant. Ils décident donc de s’en charger eux-mêmes pour euphémiser la chose, et Aris Accornero de signer dans le numéro de *Rinascità* d’octobre 1965 un texte accusant *Classe operaia* d’« ouvriérisme stérile ». La manœuvre est manifestement insuffisante : un deuxième couperet tombe, dans un registre plus disciplinaire. Au même moment, Tronti est en effet exclu du PCI sur décision du comité directeur de la section d’Ostiense, pour « activité fractionniste »[[19]](#footnote-19).

Que reproche-t-on au juste à Tronti et aux autres membres de la revue ? Si l’on s’en tient d’abord aux énoncés, la réponse serait dans le titre de l’article paru dans *Rinascità*: de faire preuve d’« ouvriérisme », *operaismo* en italien, appellation qui fera date. Qu’est-ce à dire ? En Italie et dans ces années-là, le terme désigne une « tendance théorique et politique du mouvement ouvrier qui considère la classe ouvrière et, en particulier, le prolétariat d’usine comme le principal sujet de la transformation sociale et politique[[20]](#footnote-20) », tendance ayant du reste existé à l’échelle au moins européenne dès la fin du XIXe siècle, et dont on retrouve des traces parmi de nombreux courants de la gauche italienne des années 1950 et 1960, par-delà les « opéraïstes » en question ici. Derrière le discours de grande volée théorique qu’elle mobilise et dont la somme trontienne parue en 1966, *Ouvriers et capital*, constitue certainement la pointe le plus avancée,on pourrait cependant résumer cette déclinaison particulière de l’ouvriérisme en un principe : les organisations par lesquelles la classe ouvrière a historiquement conquis son autonomie politique doivent servir les mobilisations en vue d’accroître leur potentiel révolutionnaire, et non se servir d’elles à des fins électorales ou dans le cadre des négociations contractuelles. Au sein du réseau des *Quaderni rossi* et de *Classe operaia*, les positions se partagent ensuite sur cette base, entre qui tient pour solution la création d’une nouvelle organisation, et qui espère ramener les partis existants à plus de fidélité à l’égard des mouvements de classe. Du côté de Tronti, le PCI est logiquement la cible privilégiée pour ces menées quasi entristes, surtout après que le pays a assisté, en 1964, au spectacle des processions populaires qui ont accompagné le cercueil du dirigeant communiste historique Palmiro Togliatti, rappelant quel lien indéfectible semblait alors exister entre le parti et les masses.

En termes plus biographiques, les années 1960 de Tronti sont par ailleurs symptomatiques d’un phénomène qui se manifeste d’ordinaire dans des temporalités critiques plus resserrées : l’établissement et l’épuisement d’une position prophétique en politique. Prophète, Tronti l’est en effet au cours de la séquence opéraïste dans deux sens au moins du terme. Weberien d’abord, en ce qu’il est alors l’origine d’un discours de promesse révolutionnaire moins fondée sur ses qualifications institutionnelles (ses choix le font évoluer dans les marges du PCI avant d’être radié) que sur la démonstration renouvelée d’un talent tout à fait personnel (du moins pour ses camarades) à l’œuvre dans sa lecture de Marx et de l’actualité[[21]](#footnote-21). Les lettres échangées à cette époque avec les autres membres de la revue-groupe témoignent à ce titre de l’exercice d’une domination charismatique personnelle, à de nombreux égards malgré lui, puisque ses camarades réclament régulièrement qu’il prenne davantage les choses en main – ce à quoi il rechigne – sur la base de la justesse qu’ils accordent à ses visées.

Cette situation conduit ensuite le cas de Tronti à être rapproché de celui que Boris Gobille a identifié comme le propre du « prophétisme » des écrivains en mai 68[[22]](#footnote-22) : un horizon d’attente marqué par des espoirs de bouleversement qui encourage à entretenir un certain état d’indétermination sociale. Cela se lit notamment dans le parcours professionnel de Tronti : au lieu de devenir professeur ou politicien, il entre en 1958 au service de correction des épreuves de l’*Enciclopedia Universale dell’Arte*, où il reste jusqu’en 1967, au motif que la possibilité de concentrer son service sur trois jours hebdomadaires lui permet de passer le reste de la semaine dans le nord du pays, au plus près des usines. Mais à cette dernière date, le début de sa carrière d’enseignant en philosophie, au lycée puis à l’université, a tout de la fermeture d’une parenthèse qui est aussi une clôture de la situation prophétique. Les lettres de l’époque en témoignent : Tronti exprime régulièrement sa lassitude vis-à-vis des résultats de sa revue-groupe qu’il juge insuffisants[[23]](#footnote-23), refuse l’orientation vers une solution groupusculaire qui gagne du terrain parmi ses proches, identifie la marginalisation du groupe vis-à-vis d’un PCI qui n’a pas perdu un gramme de son poids politique à une irrémédiable impuissance. Il décide alors de mettre fin à la revue-groupe au printemps 1967 avec un dernier numéro présenté comme tel. Dans ce qui constitue la queue de comète de l’expérience, à savoir quelques séminaires qui se tiennent jusqu’en 1968 dans les locaux de l’ex-section florentine de *Classe operaia*, Tronti ne cesse de répéter que sa réponse à la question « que faire ? » réside dans la tentative de trouver de nouveaux modes d’organisation pour la classe ouvrière, mais en tirant profit de la présence communiste restée intacte dans les usines, et en étant donc bel et bien soi-même communiste.

3 – Le politique

La suite de la biographie trontienne est couramment interprétée par les thuriféraires de l’opéraïsme comme l’ensemble des péripéties malheureuses qui surviennent lorsque l’on rate magnifiquement le coche de l’histoire. Elle s’apparente cependant moins à un « retournement de veste » qu’à une continuité certes paradoxale mais bien réelle quand on la considère sous l’angle de la formation intellectuelle et politique initiale de Tronti et de la manière dont cette dernière est entretenue durant (et malgré) sa période de rébellion. C’est d’ailleurs le sentiment d’échec qu’il tire de celle-ci qui peut expliquer le premier signe d’un repositionnement plus global. Alors que surgit le mai 68 italien, et que ses suites semblent en un sens répondre à la prophétie trontienne, en multipliant les luttes « contre le travail » et les efforts d’organisation de celles-ci, Tronti passe en 1969, avec succès, la « *libera docenza* », l’examen qui donne à l’époque accès au plus haut grade de la hiérarchie universitaire. Il est dès lors affecté au département de philosophie de l’université de Sienne, poste qu’il occupera pendant trente ans tout en continuant à résider à Rome. S’il y subvertit ce qu’il peut, notamment la forme de l’enseignement et des examens, son rythme et son horizon ne sont définitivement plus ceux de l’aventure, mais des institutions – académiques, partisanes, étatiques.

C’est à travers la revue *Contropiano* (« Contreplan »), parue entre 1968 et 1971, que l’on peut suivre le glissement de Tronti vers les positions philosophiques et politiques qui resteront ensuite comme celles de sa maturité. Dirigée par Asor Rosa, la revue procède pour l’essentiel d’un regroupement entre ex-opéraïstes convaincus par l’hypothèse d’un travail politique nouveau au sein du PCI (on y retrouve par exemple Massimo Cacciari), et de jeunes intellectuels davantage préoccupés par la formulation d’une critique marxiste de la culture bourgeoise (parmi lesquels les architectes théoriciens Manfredo Tafuri et Francesco Dal Co). Les articles de Tronti y témoignent d’un geste de recul, comme pour prendre le temps de mieux observer et comprendre ce qui a toujours été son environnement : ils constituent en effet autant de méditations sur les mutations qui ont affecté la classe ouvrière depuis les années 1920 et leurs conséquences sur le rôle et la forme que les partis révolutionnaires ont adoptés depuis. Au début des années 1970, cette réflexion, enrichie par un travail plus classique sur l’histoire de la philosophie[[24]](#footnote-24), aboutit à un nouveau paradigme qui ne cesse de modeler les propositions trontiennes futures : celui de l’« autonomie du politique »[[25]](#footnote-25). Au fond, comme le relève Jamila Mascat[[26]](#footnote-26), ce paradigme constitue une forme de retour aux sources, à ceci près que Tronti se place cette fois du côté opposé à celui qu’il occupait quand il formulait pour la première fois le principe fondateur de l’opéraïsme : le parti est assurément autonome vis-à-vis de la classe, mais cela équivaut à une chance quand la classe n’est pas parvenue à prendre le pouvoir – car peut-être alors le parti le peut-il encore.

Ce qui a tout d’un pacte faustien dans le domaine de la théorie va de pair avec une incarnation pratique. En parallèle de ces développements théoriques, le communiste en exil a en effet été admis à retourner en sa terre natale : Tronti peut reprendre la carte du PCI en 1972. Il y évolue dès lors entre l’aile gauche historique de Pietro Ingrao et la majorité menée par Berlinguer, pouvant accéder au comité central du parti à partir de 1983 et au secrétariat de la fédération romaine en 1985. Autrement dit, trente ans après ses débuts en politique, Tronti est enfin devenu ce qu’il était. Une partie des plumes de *Contropiano*, dont celle de Tronti qui coordonne alors à nouveau une rédaction, se retrouvent par ailleurs entre 1981 et 1983, au sein d’une revue directement affiliée au PCI, *Laboratorio Politico*. L’homme de parti y tient un discours assumant toujours plus une forme de *realpolitik* de la révolution. L’éditorial qu’il signe pour inaugurer la publication commence par reprendre la citation de l’espion et romancier John Le Carré en exergue d’un autre article du numéro : « Le pouvoir corrompt toujours, mais quelqu’un pourtant doit gouverner », que Tronti commente lapidairement : « Un choix obligatoire commence alors »[[27]](#footnote-27). Les prises de position de la revue témoignent du reste d’une autre contrainte de l’époque : chercher à juguler à l’échelle doctrinale ce qui est perçu comme une forme de recul du PCI[[28]](#footnote-28), acculé depuis la fin des années 1970 à une position d’enregistrement passif des réformes menées par la Démocratie Chrétienne alors même qu’il a réalisé le meilleur score de son histoire (34,4 %, soit plus de 12 millions de votes) aux élections nationales de 1976. Jusqu’à sa dissolution presque accidentelle en février 1991[[29]](#footnote-29), le PCI ne cesse visiblement d’apparaître pour Tronti, comme pour des millions d’autres italiens, comme cet espoir toujours entretenu d’un bouleversement imminent qui jamais pourtant ne vient.

C’est une fois cette *alma mater* disparue presque en même temps que l’URSS et une reconversion réussie au sein du PDS[[30]](#footnote-30) qui lui succède (réussite au sens purement politicien, puisque Tronti parvient à être deux fois sénateur sous cette nouvelle étiquette), que le dénominateur commun de l’ensemble du discours et des prises de position successives de Tronti affleure peut-être le plus explicitement sous sa plume. Dans *La politique au crépuscule* (sous-entendu : d’elle-même), paru en 1998, Tronti expose une vision radicalisée du thème de l’« autonomie du politique » : la politique est identifiée au lieu qui rend possible quelque chose comme une décision (la redécouverte de Carl Schmitt est passée par là) contre l’adversaire auquel elle s’oppose dans une lutte titanesque, soit le « destin » que forment ensemble (on voit alors quelle lecture de Max Weber a aussi été faite) « des mécanismes impersonnels, des logiques de système, des lois matérielles[[31]](#footnote-31) » – en un mot : l’économie capitaliste. Après la chute des formations épigones du PCI, contraintes (Tronti avec) de s’associer au centre pour gouverner (et à terme de voter le « Jobs Act » de Matteo Renzi), c’est cette « ligne de conduite » quelque peu brisée qui pousse enfin le Tronti le plus tardif dans les bras des horizons théologico-politiques, de saint Paul à Ratzinger en passant par les Pères du désert, à la recherche de derniers éclairages sur ce qu’il analysait alors comme sa propre défaite autant que celle de tout un camp, voire de la politique même.

Sous ses airs d’alliance coupable des contraires, sinon de trahison personnelle, le parcours philosophique et politique de Mario Tronti retrouve ainsi sa cohérence tantôt dans la lumière, tantôt dans l’ombre de l’histoire de ce parti-monstre (dans tous les sens du terme) qu’a été le PCI. Un dernier élément, très personnel, complète cet ensemble de contrastes : tout sénateur qu’il fût, Tronti a habité jusqu’à la fin de sa vie un appartement à Laurentina, un quartier de la périphérie de Rome que l’on qualifierait en France de « cité », se rendant au Sénat par les transports en commun. Entre les immenses tours d’inspiration corbusienne et les espaces verts plus ou moins laissés à l’abandon, il y côtoyait quotidiennement, selon ses mots, cette « population marginale, abandonnée, démunie, exclue, les perdus, les invisibles[[32]](#footnote-32) ». D’où une dernière piste d’interprétation : plus encore que de l’histoire du communisme italien, c’est de celle du petit peuple romain dont il était que Tronti serait, du début à la fin et à sa manière, demeuré solidaire.

Publié dans laviedesidees.fr, le 29 août 2023.

1. *Vers un avenir radieux (Il sol dell’avvenire)*, Sacher Film, Fandango, Rai Cinema, 2023. [↑](#footnote-ref-1)
2. Financé par une bourse de l’École Française de Rome, j’ai pu dépouiller le fonds transmis par Mario Tronti au Sénat italien à l’automne 2021 avant qu’il soit inventorié et rendu accessible au public, grâce au soutien de Tronti lui-même et avec l’aide de son secrétaire personnel, Lorenzo Teodonio. Les informations sur ce fonds, à commencer par son inventaire dressé depuis, sont [disponibles en ligne](https://patrimonio.archivio.senato.it/inventario/fondi-acquisiti-dall-archivio-storico/mario-tronti). Je remercie par ailleurs Laurent Jeanpierre et Marcello Tarì pour leurs lectures des versions précédentes du présent texte. [↑](#footnote-ref-2)
3. Catherine Leclercq, « La relégation. Un ouvrier communiste « quitté par le parti » » dans *Le malheur militant*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2022, p. 197. [↑](#footnote-ref-3)
4. Le terme est employé par Frédéric Sawicki pour désigner l’ancrage d’un parti dans une population, à travers « l'ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités », Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d’un milieu partisan*, Paris, Belin, 2017, p. 54. [↑](#footnote-ref-4)
5. Il est certainement difficile pour le lecteur français qui connaît Rome en touriste de se représenter quelque chose comme un quartier populaire romain. Mais la superficie de Rome est d’environ 12 fois celle de Paris, et le centre historique auquel on se tient d’ordinaire lors d’un séjour sur place représente une infime partie de l’ensemble. Ostiense se situe à une heure à pied du centre en question, vers le sud, aussitôt après les vestiges du mur d’Aurélien. Le quartier a commencé à se gentrifier il y a une vingtaine d’années, une fois les *Mercati generali* (un immense marché couvert) déplacés. [↑](#footnote-ref-5)
6. L’université de Rome, la seule à l’époque (Rome 2 n’est ouverte qu’en 1972), qui au XXe siècle jouit en Italie d’une renommée comparable à celle de la Sorbonne française. [↑](#footnote-ref-6)
7. Un diplôme qui s’obtenait en cinq ans et après soutenance d’un mémoire, à l’image des masters contemporains. [↑](#footnote-ref-7)
8. Karl Marx et Mario Tronti, *Scritti inediti di economica politica*, Roma, Editori riuniti, 1963. Germanophone, Tronti séjourne du reste un an à Munich, entre 1958 et 1959, pour travailler sur Marx dans le texte en échange de quelques cours d’italien à l’université locale. [↑](#footnote-ref-8)
9. Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009, p. 22 et suivantes. [↑](#footnote-ref-9)
10. Pierre Bourdieu, *Manet, une révolution symbolique : cours au Collège de France, 1998-2000*, Paris, France, Seuil : Raisons d’agir, 2013, p. 283. [↑](#footnote-ref-10)
11. Jacques Lagroye, *La vérité dans l’Église catholique : contestations et restauration d’un régime d’autorité*, Paris, Belin, 2006. [↑](#footnote-ref-11)
12. En plus de rendre hommage au philosophe fondateur du PCI en garantissant la conservation de ses archives, l’*Istituto Gramsci* (ou *Fondazione*, selon les périodes) officiait comme un lieu de recherché directement lié au PCI. À certains égards, on pourrait le comparer à un *think tank* contemporain. [↑](#footnote-ref-12)
13. La *Federazione Giovanile Comunista Italiana*, le mouvement de jeunesse du PCI. [↑](#footnote-ref-13)
14. Compagnon de route de Mario Tronti dans ses années communistes, opéraïstes puis de nouveau communistes, Alberto Asor Rosa était l’un des principaux commentateurs de la littérature italienne, jusqu’à son décès en décembre 2022. Rien de son œuvre, dont l’important *Scrittori e popolo* (« Écrivains et peuple ») de 1965 sur le « populisme » littéraire italien, n’est pour l’heure traduit en français. [↑](#footnote-ref-14)
15. Valentina Meliadò, *Il fallimento dei « 101 »: il PCI, l’Ungheria e gli intellettuali italiani*, Roma, Liberal, 2007, p. 57 et suivantes ; Nello Ajello, *Intellettuali e PCI: 1944-1958*, Roma, Laterza, 1979, p. 396 et suivantes. [↑](#footnote-ref-15)
16. Maryvonne David-Jougneau, « La dissidence institutionnelle : une approche sociologique », *Revue française de sociologie*, 1988, vol. 29, no 3, p. 471‑501. [↑](#footnote-ref-16)
17. Le PSI est en effet un modèle de parti « à factions ». Voir Raphael Zariski, « The Italian Socialist Party: A Case Study in Factional Conflict », *American Political Science Review*, juin 1962, vol. 56, no 2, p. 372‑390. [↑](#footnote-ref-17)
18. Mario Tronti, *Ouvriers et capital*, Genève, Entremonde, 2016, p. 348. [↑](#footnote-ref-18)
19. La circulaire datée du 26 octobre 1965 est conservée dans les archives de la *Fondazione Gramsci*, fonds « Partito comunista italiano. Federazione di Roma. Commissione federale di controllo / Disciplina e applicazione dello Statuto ». [↑](#footnote-ref-19)
20. Gabriele Polo, « Operaismo » dans Aldo Agosti (ed.), *Enciclopedia della sinistra europea nel XX secolo*, Roma, Ed. riuniti, 2000, p. 509. [↑](#footnote-ref-20)
21. Pierre Bourdieu, « Une interprétation de la théorie de la religion selon Max Weber », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie / Europäisches Archiv für Soziologie*, 1971, vol. 12, no 1, p. 3‑21. [↑](#footnote-ref-21)
22. Boris Gobille, *Le mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires*, Paris, CNRS, 2018. [↑](#footnote-ref-22)
23. Il est en effet abusif de dater l’influence de la revue *Classe operaia* à ses années d’existence : comme l’a noté Rita Di Leo, la réception commence à proprement parler au moment où, dans les années 1970, les étudiants mobilisés ré-impriment des textes de la revue. Celle-ci se vend sinon extrêmement mal tout au long de ses quatre années d’existence, ne survivant que grâce aux indulgences d’un éditeur, Marsilio, co-fondé par Toni Negri, et aux apports financiers personnels conséquents de Tronti, ce qui augmente considérablement et littéralement le *coût* de son engagement. Il n’y a en fait qu’en Venétie que la revue parvient à acquérir quelque efficace, comme l’a récemment montré Marie Thirion dans sa thèse (Marie Thirion, *Organiser le pouvoir ouvrier : le laboratoire opéraïste de la Vénétie entre discours et pratiques militantes (1960-1973)*, Thèse de doctorat en études italiennes, Université Grenoble Alpes, 2022), et ce en grande partie grâce au groupe de Negri qui adapte considérablement les mots d’ordre et tactiques venus de Rome à la situation locale. [↑](#footnote-ref-23)
24. Comme en témoigne la publication en 1975 d’un livre sur Hegel : *Hegel politico*, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 1975. [↑](#footnote-ref-24)
25. Mario Tronti, *Sull’autonomia del politico*, Milano, Feltrinelli, 1977. [↑](#footnote-ref-25)
26. Jamila M.H. Mascat, « Tronti, le politique, la politique » dans *Le démon de la politique*, Paris, Amsterdam, 2021, p. 33. [↑](#footnote-ref-26)
27. Cité dans Valerio Guzzo, *La rivista «Laboratorio politico» nel dibattito culturale della sinistra italiana (1981-1983)*, Tesi di laurea magistrale, Roma Sapienza, 2017, p. 16‑17. [↑](#footnote-ref-27)
28. *Ibid.*, p. 6 et suivantes. [↑](#footnote-ref-28)
29. Voir Jean-Yves Dormagen, « Au nom du nom. La fin du parti communiste italien et la naissance du parti de la refondation communiste », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, 1995, vol. 48, no 1, p. 75‑90. [↑](#footnote-ref-29)
30. *Partito Democratico della Sinistra*, « Parti démocratique de la gauche ». [↑](#footnote-ref-30)
31. M. Tronti, *La politique au crépuscule*, *op. cit.*, p. 15. [↑](#footnote-ref-31)
32. M. Tronti, *La sagesse de la lutte*, *op. cit.*, p. 42. [↑](#footnote-ref-32)